

ÉDUCATION NATIONALE
LYCÉE ÉMILE LETOURNEL - SAINT PIERRE ET MIQUELON
REMPLACEMENT D'UN ASCENSEUR

Maître d'Ouvrage :

Service de l'Éducation Nationale de Saint-Pierre et Miquelon
2 Rue Maître Georges Lefèvre - B.P. 4239
97500 SAINT PIERRE
☎ : 05.08.41.04.60

Maître d'œuvre :



Direction des Territoires de l'Alimentation et de la Mer
SRCB - BP 4217
97500 SAINT PIERRE
☎ : 05.08.41.12.00 - ✉ : 05.08.41.12.26

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)

LOT N° 01 : ASCENSEUR

SOMMAIRE

1. - GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1. <i>Objet.....</i>	3
1.2. <i>Étendue des travaux.....</i>	3
1.3. <i>Visite du Site.....</i>	4
1.4. <i>Pièces à consulter.....</i>	4
1.5. <i>Définition du rôle et des responsabilités de l'Entrepreneur.....</i>	4
1.6. <i>Protection des ouvrages.....</i>	5
2. - RÉGLEMENTATIONS - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	5
2.1. <i>Documents contractuels.....</i>	5
2.2. <i>Documents de référence.....</i>	5
2.3. <i>Réglementation Technique.....</i>	6
2.4. <i>Prescriptions particulières.....</i>	8
2.5. <i>Règlement de Sécurité.....</i>	9
2.6. <i>Liaison avec les autres corps d'état.....</i>	9
2.7. <i>Sécurité.....</i>	10
2.8. <i>Études d'exécution.....</i>	10
2.9. <i>Obligations de l'Entrepreneur.....</i>	11
2.10. <i>Droits de voirie et décharges.....</i>	11
2.11. <i>Reconnaissance des lieux.....</i>	11
3. - DESCRIPTION DES OUVRAGES – LOT 01 - ASCENSEUR.....	11
3.1. <i>Prescriptions générales.....</i>	11
3.1.1 – <i>Conditions générales d'exécution.....</i>	11
3.1.2 – <i>Percements – Passages – Trous – Scellement – Rebouchages – Raccords.....</i>	12
3.2. <i>Prescriptions particulières sur matériaux et fournitures.....</i>	12
3.4. <i>Descriptif des ouvrages.....</i>	12
3.5. <i>Déposes.....</i>	13
3.6. <i>Fourniture et Pose Ascenseur.....</i>	13
3.7. <i>Mise en Service - certificat de conformité et marquage CE.....</i>	18
3.8. <i>Dossier des Ouvrages Exécutés.....</i>	18
3.9. <i>Période de Garantie et Contrat d'Entretien.....</i>	19

1. - GÉNÉRALITÉS

Les généralités ci-dessous, concernant les présents travaux, ne se substituent pas aux pièces administratives (Acte d'engagement, CCAP, Règlement de Consultation, etc.). Dans tous les cas, les pièces administratives prévalent.

1.1. Objet

La présente opération a pour objet le remplacement d'un ascenseur au Lycée d'État Émile Letournel à Saint-Pierre et Miquelon.

Ces travaux seront situés essentiellement sur la façade « Est » coté cour intérieure du Lycée Émile Letournel, rue Marcel Bonin à Saint-Pierre.

1.2. Étendue des travaux

Les travaux relatifs au présent appel d'offre, comprennent :

En général :

- Les installations de chantier propre au lot (amenée et repli),
- La réception des ouvrages livrée par le Pouvoir Adjudicateur,
- Réception des ouvrages livrée par le Maître d'Ouvrage,
- L'amenée et le repli de tout matériel nécessaire à la réalisation et au contrôle des ouvrages exécutés,
- L'implantation et le piquetage de ses ouvrages,
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la mise en œuvre, la pose, le réglage de tous les matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux,
- La présence de l'Entrepreneur aux réunions d'interface avec les autres lots du marché sur convocation du Maître d'œuvre,
- Tous les transports, reprises, mises en dépôt aux emplacements indiqués, des matériaux et des déblais utilisables,
- L'enlèvement en décharge de tous les matériels non conservés par le Pouvoir Adjudicateur,
- La participation à tous les travaux de contrôle de coordination et de réception.

En particulier :

- les travaux de dépose complète de l'ascenseur existant compris tous les éléments de manœuvre de l'équipement, le système d'entraînement et de guidage, la cabine, les portes palières les équipements aux paliers, les dispositifs d'alarme et les autres dispositifs particuliers de maintenance, de fonctionnement et de sécurité existants,
- les travaux de dépose d'équipements et protections électriques,
- les travaux de fourniture et pose d'un nouvel ascenseur avec contrôle d'accès dans la gaine existante modifiée,
- des travaux électriques (alimentations et protections en TGBT pour le fonctionnement du nouvel ascenseur et des divers équipements annexes : éclairages, prise de service)

1.3. Visite du Site

Le Lycée d'État Émile Letournel souhaite le remplacement d'un ascenseur pour accroître le niveau de sécurité, de fiabilité et de confort. Le nouvel appareil installé permettra également une accessibilité à toutes les personnes, y compris celles avec handicap en totale conformité avec les normes des appareils neufs.

Compte tenu de la configuration du projet, le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite sur place, après examen préalable du dossier de consultation, pour :

- ⌚ avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants
- ⌚ avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché
- ⌚ avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état
- ⌚ avoir estimé les sujétions particulières d'exécution
- ⌚ avoir signalé à l'établissement, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges.
- ⌚ avoir effectué les relevés nécessaires lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- ⌚ avoir mesuré les difficultés de stockage, de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté ainsi que les conditions d'interventions et les moyens nécessaires.

En aucun cas, le Prestataire ne peut invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

1.4. Pièces à consulter

- Ensemble des plans et carnets de détail de l'ensemble des corps d'état
- Dossiers techniques et descriptifs de l'ensemble corps d'états

Les ouvrages à réaliser sont définis dans le présent document et/ou reportés sur les différents plans.

Cependant afin d'éviter tout oubli, l'Entrepreneur titulaire du présent lot est censé avoir pris connaissance des documents complets intéressants les autres corps d'état, ainsi que les différentes pièces administratives du Dossier de Consultation des Entreprises (Acte d'Engagement, Règlement de Consultation, Cahier des Charges Administratives Particulières, etc.).

Les plans d'architecte ou les plans fournis par le Maître d'Ouvrage sans surcharge sont les seuls documents graphiques de référence.

Les documents constituant ainsi le Dossier de Consultation des Entreprises n'ont pas un caractère limitatif et l'attributaire du présent marché aura compris dans son prix sans réserve, tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet de ses travaux.

1.5. Définition du rôle et des responsabilités de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur titulaire du présent lot est tenu de prendre connaissance de l'ensemble des descriptifs de tous les postes et de tous les lots de manière à éviter toute omission dans la description des ouvrages nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux.

Il devra, en outre, suppléer par ses connaissances professionnelles et son expérience, aux compléments de détails manquant aux pièces du dossier technique, en cas d'omission dans la description écrite ou graphique des ouvrages.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur du présent lot a l'obligation de vérifier que les documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions, normalement décelables par un homme de l'art. Il doit, s'il y a lieu, les signaler immédiatement au maître d'œuvre, par écrit.

L'entrepreneur du présent lot ne pourra jamais prétexter que les erreurs ou omissions aux descriptifs et plans puissent le dispenser d'exécuter les travaux nécessaires ou que ces travaux fassent l'objet de supplément de prix. uvrages de sa profession, ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix soumissionnés.

Le rôle du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre se limite en la fourniture des éléments en leur possession jugés nécessaires par l'Entrepreneur pour mener à bien sa mission.

La responsabilité de l'entrepreneur sera totale sur la solidité des ouvrages, ainsi que sur l'approbation de la construction réalisée par les organismes de contrôles.

1.6. Protection des ouvrages

L'entreprise devra l'entretien et la protection de ses ouvrages jusqu'à l'achèvement des travaux. Cet entretien concerne aussi bien les appareils et matériaux stockés que ceux mis en place.

Tous les ouvrages détériorés en cours de chantier et non réceptionnés seront remis en état aux frais de l'entreprise.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer également la protection des ouvrages déjà en place. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur en subira toutes les conséquences.

Les ouvrages seront protégés jusqu'à la réception des travaux. Par ailleurs, pendant l'année qui suivra la réception des travaux, l'entreprise devra l'entretien de ses ouvrages, qui pourraient s'avérer nécessaires du fait de détérioration ou de défectuosité prématurée.

2. - RÉGLEMENTATIONS - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

2.1. Documents contractuels

L'entreprise soumissionnaire devra se conformer aux documents indiqués à l'article 2 du CCAP.

2.2. Documents de référence

Chaque entreprise soumissionnaire devra se conformer, pour ses études et réalisations, aux textes suivants :

- Règles EUROCODES :
- - NF EN 1990 – Base de calcul des structures.
- - Eurocode 1 – Actions sur les structures.
- - NF EN 1991-1-1 – Actions générales – Poids volumique, poids propres et charges d'exploitation bâtiment.
- - NF EN 1991-1-2 – Actions générales – Actions sur les structures exposées au feu.
- - NF EN 1991-1-3 – Actions générales – Charges de neige.

- - NF EN 1991-1-4 – Actions générales – Actions du vent.
- - NF EN 1991-1-5 – Actions générales – Actions thermiques.
- - Eurocode 2 – Calcul des structures en béton.
- - NF EN 1992-1-1 – Règles générales et règles pour les bâtiments.
- - NF EN 1992-1-2 – Règles générales – Calcul du comportement au feu.
- - NF EN 1992-1-3 – Silos et réservoirs.
- - Eurocode 3 – Calcul des structures en acier.
- - NF EN 1993-1-1 – Règles générales et règles pour les bâtiments.
- - NF EN 1993-1-2 – Règles générales – Calcul du comportement au feu.
- - Eurocode 6 – Calcul des ouvrages en maçonnerie.
- - NF EN 1996-1-1 – Règles communes pour ouvrages en maçonnerie armée et non armée.
- - NF EN 1996-1-2 – Calcul du comportement au feu.
- - Eurocode 7 – Calcul géotechnique.
- - NF EN 1997-1 – Règles générales.
- - NF P94-261 : 2013 – Justification des ouvrages géotechniques – Fondations superficielles.
- - NF P94-270 : 2009 – Calcul géotechniques – Ouvrages de soutènement.
- - Eurocode 8 – Calcul des structures pour leur résistance aux séismes.
- - NF EN 1998-1 – Règles générales, actions sismiques et règle pour le bâtiment.
- - NF EN 1998-2 – Ponts.
- - NF EN 1998-5 – Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques.
- Les divers DTU applicables,
- le C.C.T.G.
- les normes françaises homologuées
- les avis techniques et en l'absence, les conclusions des ESTN (Enquête Spécialisée des Techniques Nouvelles) réalisées par des organismes agréés ;
- les cahiers du REEF et du CSTB
- les spécifications des fabricants que l'entrepreneur devra tenir à tout moment à la disposition du maître d'œuvre.
- le Code du Travail
- le Règlement de Sécurité (l'établissement est classé R – 2ème catégorie)
- Les textes techniques, normes, règlements, recommandations en vigueur lors de l'appel d'offres,

Cette liste n'a pas de caractère limitatif et l'Entrepreneur devra exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de son lot selon les indications de ces documents et des plans correspondants, conformément aux règles de l'Art en respectant les règlements de sécurité.

Les matériaux et produits utilisés répondront aux prescriptions des Normes Françaises homologuées et enregistrées les concernant.

L'emploi de matériaux ou de systèmes constructifs non couverts par la normalisation figurant ci-dessus est autorisé mais sera soumis à leur acceptation par le Maître d'œuvre qui est en droit de demander tous justificatifs techniques, et notamment des procès-verbaux d'essais, nécessaires pour formuler un avis.

2.3. Réglementation Technique

L'ensemble des prestations sera conforme aux textes et normes en vigueur et notamment :

Normes générales et amendements :

- EN 81-20: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.

- EN 81-50: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.
- EN 81-28: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- EN 81-70: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70: Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- NF EN 12385: Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- NF EN 81-58: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- NF EN ISO 14122: Sécurité des machines - Partie 4: Échelles fixes.
- NF E85-016: Éléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- NF EN 13411: Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité:
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- NF EN ISO 13857: Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- NF EN 60204-1: Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- NF C 15-100: Installations électriques à basse tension.
- NF EN 81-71: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- NF EN 81-72: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- NF EN 81-73: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- NF EN 81-77: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- NF EN 81-21: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- NF P82-207: Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

Réglementation générale applicable:

- Décret n° 2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.
- Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Circulaire DGT n° 2011-02 du 21 janvier 2011 concernant la mise en oeuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005 relative à la mise en oeuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- Arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

Réglementation spécifique applicable :

a) Incendie (ERP, habitation, IGH) :

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

b) Accessibilité (habitation, ERP, ERT) :

- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

c) Sismique :

- Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

Directives européennes applicables et transpositions en droit Français :

- Ascenseur: 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016;
- Machines: 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008;
- Basse tension: 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015;
- Compatibilité électromagnétique: 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015;
- Produits de construction: Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.

Les matériels devront être conformes à la norme EN81-71 - Appareils de Classe 1 : le candidat indiquera dès son offre les dérogations éventuelles qu'il souhaite demander et en explicitera les raisons (avec le niveau de résistance au vandalisme).

2.4. Prescriptions particulières

Tous travaux d'adaptation et contraintes diverses générales ou particulières, inhérentes à la présente réalisation, sont considérés comme inclus dans le prix global forfaitaire, qu'ils soient exprimés de façon explicite ou non dans le présent document.

Les ouvrages seront livrés finis et comprendront tous travaux préparatoires, notamment l'ensemble des protections à installer pour limiter au maximum les nuisances générées par le chantier aux autres locaux et bâtiments vis-à-vis du bruit et des poussières.

Dans le cadre de leurs interventions en site occupé, il est demandé à l'attributaire du présent lot d'informer leur personnel et de respecter à minima les règles de sécurité suivantes qui leur sont imposées :

- être vigilant sur la fermeture des locaux verrouillés par clés,
- aucun matériel et outillage ne devra faire obstacle dans les circulations (échelles, escabeaux, bobines de câbles, caisse à outils, etc.),
- le nettoyage de chantier devra être fait très régulièrement

L'entreprise attributaire du présent marché ne pourra argumenter d'une méconnaissance des installations existantes pour une modification ultérieure de son offre, l'entrepreneur étant réputé s'être rendu compte de l'importance des travaux et de la nature des prestations à effectuer ainsi que toutes les difficultés pouvant résulter de leur exécution.

Après travaux, les lieux seront débarrassés de tous déchets du chantier et laissés en parfait état de propreté. Les ouvrages et fournitures seront livrés en parfait état de propreté et d'achèvement.

Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront effectués par un tiers à la demande du Maître d'Ouvrage aux préjudices et frais de l'entrepreneur concerné, par décision au rapport de chantier sans mise en demeure préalable.

2.5. Réglement de Sécurité

L'entrepreneur devra pour tous les ouvrages de son marché, concernés par la réglementation "sécurité contre l'Incendie" :

- Il s'assurera en temps voulu que tous les matériaux, produits et composants de construction ainsi que leur mise en oeuvre répondent bien à ladite réglementation et en particulier à la Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les bâtiments soumis au Code du Travail, décret n°92-332 et 92-333 du 9 mars 1992 complétés par les arrêtés du 5 août 1992 et du 4 novembre 1993 ou les établissements recevant du public, arrêté du 25 juin 1980 complété et modifié par la réglementation ultérieure pour ce qui concerne les dispositions générales et les dispositions particulières du type « R ».

L'Entrepreneur devra, le cas échéant, signaler au Maître d'Œuvre, par écrit, toutes remarques et observations qu'il aurait à formuler à ce sujet.

Les ouvrages devront respecter les dispositions applicables en termes d'accessibilité aux établissements recevant du public.

2.6. Liaison avec les autres corps d'état

L'entrepreneur du présent lot devra prendre contact avec les adjudicataires des autres lots, afin de convenir avec eux des dispositions communes à adapter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

L'entrepreneur devra fournir ses plans de réservations aux titulaires des lots concernés durant la période de préparation de chantier.

Il assurera à sa charge les percements puis rebouchages des réservations oubliées et de celles mal positionnées.

Tous les travaux seront exécutés en parfaite coordination avec les autres corps d'état (plans PAC, renseignements techniques divers, etc.).

L'entrepreneur du présent lot devra :

- préciser en temps utile toutes les limites de prestation des travaux aux autres corps d'état
- intervenir sur le chantier en liaison avec les entrepreneurs des autres corps d'état sans porter atteinte au programme d'avancement de ces autres corps d'état

Tous les travaux seront exécutés dans le cadre d'un planning général et en parfaite coordination avec les utilisateurs.

L'entrepreneur du présent lot devra intervenir sur le chantier sans porter atteinte au bon fonctionnement de l'établissement.

2.7. Sécurité

L'Entrepreneur du présent lot devra :

- prévoir implicitement dans son offre, tous les dispositifs de sécurité "collective et individuelle" nécessaires au montage et au levage de ses ouvrages,
- reconnaître les emplacements qu'il devra réserver à ses installations de chantier et il devra en prévoir les moyens d'accès,
- poser tous les panneaux de signalisation nécessaires et devra prendre toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier,
- prévoir la protection des entrées des locaux de travail,
- fournir à son personnel, l'équipement de sécurité nécessaire, ainsi que la mise en place des sécurités collectives :
 - balisage des zones de chantier,
 - platelage et protection provisoire,
 - etc.
- supporter toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur, qui se rapportent plus particulièrement à la clôture du chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation,
- procéder à ses frais, au nettoyage et au balayage des chaussées, trottoirs et abords,
- fournir, avant tous travaux de dépose des autres corps d'état, un certificat de consignation des réseaux fluides dont il a la charge (gaz, chauffage, rafraîchissement, ventilation, eau, courants forts, courants faibles, etc.).

Tous les règlements d'hygiène et de sécurité propres à la région doivent être strictement appliqués. En aucun cas le chantier devra être interrompu pour défaut de dispositif de sécurité.

Les entreprises devront se conformer aux recommandations et aux demandes des Organismes Officiels (Inspection du Travail...) et du coordonnateur d'Hygiène et de sécurité (SPS).

2.8. Études d'exécution

Les plans joints au présent dossier restent des plans de principe servant de guide à la réalisation du projet dans sa globalité.

Les études d'exécution et notes de calculs des ouvrages pour l'ensemble des prestations restent à la charge de l'entreprise adjudicataire avec le bureau d'étude de son choix.

La maîtrise d'œuvre aura à sa charge le visa des plans d'exécution.

Le titulaire aura à sa charge la fourniture des plans de récolement conformément à l'exécution, sur support informatique, fichier DWG ou DXF.

2.9. Obligations de l'Entrepreneur

Les démarches éventuelles auprès des administrations et services techniques : EDF, SPM Télécom, Commission de Sécurité, DTAM, Mairie de Saint-Pierre, etc..., sont à la charge du présent lot.

L'entreprise adjudicataire devra effectuer les démarches auprès de ces services et leur fournir les documents nécessaires (Schémas, plans, etc.).

Les remarques éventuelles formulées lors du contrôle de ces documents et de leur mise en application seront levées sous 24 heures. Un responsable de l'Entrepreneur accompagnera le responsable de ces contrôles pendant toute la visite.

2.10. Droits de voirie et décharges

Les droits et taxes de voirie ou de décharges publiques afférents à ce chantier sont à la charge de l'Entrepreneur et seront donc implicitement inclus dans le marché de l'entreprise.

2.11. Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé, par le fait de leur acte d'engagement :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés, les travaux en présence d'un représentant du maître d'oeuvre et/ou un des personnels technique du Lycée,
- Avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux, des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage de matériaux, etc.
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- Connaître les disponibilités en eau, énergie électrique, etc.

En aucun cas, après conclusion du marché, il ne sera accepté de réclamations dues à une connaissance insuffisante des lieux et des ouvrages.

3. - DESCRIPTION DES OUVRAGES – LOT 01 - ASCENSEUR

3.1. Prescriptions générales

3.1.1 – Conditions générales d'exécution

L'ensemble des travaux sera réalisé conformément aux prescriptions du C.C.T.P.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Sauf dérogation expresse du Maître d'Œuvre ou indications contraires explicites résultant du texte du C.C.T.P., tous les ouvrages devront être traités en accord avec les spécifications des documents techniques visés avant.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'avis technique correspondant ou du fabricant. Toutefois, en cas de désaccord

entre ces prescriptions et les spécifications du C.C.T.P., l'entrepreneur devra le signaler au Maître d'Œuvre en temps utile. Ce dernier prendra alors toutes décisions nécessaires à ce sujet.

3.1.2 – Percements – Passages – Trous – Scellement – Rebouchages – Raccords

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la parfaite finition des ouvrages.

Tous les bouchements et calfeutrements devront respecter les degrés coupe-feu ou pare flamme et ne pas diminuer les performances acoustiques, thermiques, d'étanchéité, d'esthétisme et de résistance des parois.

3.2. Prescriptions particulières sur matériaux et fournitures

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages décrit dans ce CCTP devront impérativement répondre aux normes et aux spécifications des DTU ainsi qu'aux normes qui leur sont applicables.

Les matériaux ne faisant pas l'objet de normes et non visés par les DTU devront être titulaires d'un avis technique ou de tout autre document réglementaire garantissant la qualité des produits à remplir parfaitement leur fonction dans les conditions fixées par le présent cahier des charges.

Les matériaux, fournitures et produits fabriqués devant être mis en oeuvre seront toujours de première qualité suivant indications de provenance, type ou qualité, définies au présent C.C.T.P.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra substituer une qualité de matériau de son choix à ceux préconisés au C.C.T.P. sans accord du Maître d'Œuvre.

Tous les matériaux, quels qu'ils soient ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction. Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'Œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

3.4. Descriptif des ouvrages

L'entrepreneur du présent lot prévoira dans son offre toutes les sujétions nécessaires aux prestations indiquées ci-après.

Il devra assurer une parfaite coordination avec le titulaire des autres lots afin de suivre au plus juste la méthodologie du maître d'œuvre pour ces travaux.

Tous les matériels déposés non-réutilisés dans le futur projet seront mis à la disposition du Maître d'Ouvrage qui décidera de leur destination.

L'entrepreneur du présent lot assurera ensuite l'enlèvement et la mise à la décharge de l'ensemble des matériels non-conservés par celui-ci, en respectant strictement les prescriptions de son SOGED.

Pour les matériels déposés et réutilisés dans le projet futur, l'entrepreneur du présent lot sera le seul responsable de leur stockage durant les travaux. Il devra en conséquence leur remise en état ou même leur remplacement s'ils subissaient des dommages durant les travaux.

3.5. Déposes

L'entreprise aura à charge la **dépose complète de l'installation existante**.

Compris tous les éléments de manœuvre de l'équipement, le système d'entraînement et de guidage, la machinerie incluant les fluides hydrauliques, la cabine, les portes palières, les équipements aux paliers, les dispositifs d'alarme et les autres dispositifs particuliers de maintenance, de fonctionnement et de sécurité existants,

Les travaux inclus la dépose des équipements, du tableau d'alimentation et des protections électriques jusqu'en TGBT,

L'entrepreneur du présent lot prévoira dans son offre toutes les sujétions nécessaires aux prestations indiquées ci-après.

Il devra assurer une parfaite coordination avec le titulaire des autres lots afin de suivre au plus juste la méthodologie du maître d'œuvre pour ces travaux.

Tous les matériels déposés non-réutilisés dans le futur projet seront mis à la disposition du Maître d'Ouvrage qui décidera de leur destination.

L'entrepreneur du présent lot assurera ensuite l'enlèvement et la mise à la décharge de l'ensemble des matériels non-conservés par celui-ci.

Pour les matériels déposés et réutilisés dans le projet futur, l'entrepreneur du présent lot sera le seul responsable de leur stockage durant les travaux. Il devra en conséquence leur remise en état ou même leur remplacement s'ils subissaient des dommages durant les travaux.

3.6 Fourniture et Pose Ascenseur

L'entreprise aura à charge la fourniture et la pose d'un ascenseur, le nouvel appareil installé permettra une accessibilité à toutes personnes, y compris celles avec handicap en totale conformité avec les normes des appareils neufs.

L'entreprise incorpore dans sa proposition tous les travaux qu'il jugera nécessaire pour réaliser pleinement sa prestation.

Liste non-exhaustive des Prestations comprises :

- L'ensemble des travaux listés dans le présent descriptif ;
- La dépose préalable au poste précédent et l'évacuation des appareils existants;
- La fourniture et pose d'un ascenseur neuf par gaine d'une capacité minimale de **630 Kilos** (Six Cent Trente Kilos) ;
- Le calfeutrement de toutes les portes palières ;
- **La fourniture et pose du tableau d'arrivée de courant compris protection en TGBT (régime de neutre IT existant);**
- Le dévoiement de la ligne téléphonique, (déploiement câblage hors programmation)
- L'équipement nécessaire au bon fonctionnement du contrôle d'accès compris fourniture et pose des besoins électriques /électroniques;
- La pose des lecteurs du contrôle d'accès palier/cabine;
- La fourniture de la boucle magnétique d'aide aux malentendants ;
- Tous les travaux de maçonnerie nécessaires à la mise en place du matériel ;
- Les travaux de fermetures des ouvertures en plancher de machinerie ;
- La remise en état du sol et des façades palières (y compris peinture) ;
- Etc....

Les matériels devront être conformes à la norme EN81-71 - Appareils de Classe 1 : le candidat indiquera dès son offre les dérogations éventuelles qu'il souhaite demander et en explicitera les raisons (avec le niveau de résistance au vandalisme).

Manœuvre :

- L'armoire de manœuvre est un modèle électronique à microprocesseur accouplée à un dispositif de régulation à variation de fréquence. Le nombre de démarrage/heure est adapté aux flux normalement prévisibles compte tenu de l'utilisation du bâtiment ;
- **Niveaux desservis identiques à l'usage existant soit 5 niveaux** correspondants au RdC, 1^{er} étage, Passerelle, 2^{ème} étage et 3^{ème} étage;
- Type de service : **service double (2 accès)** selon indications des plans ;
- Asservissement en boucle semi-fermée minimum permettant d'assurer une accélération et décélération constantes par rapport à la courbe théorique définie par le contrôle de vitesse quelle que soit la charge ;
- Extinction de la manœuvre et de l'éclairage cabine en cas de non utilisation et de non panne d'une durée de 30 min ;
- Sans que la liste soit exhaustive, la mise en place de l'armoire de manœuvre comprend les éléments suivants :
 - ✓ Canalisations fixes sous protection mécanique ;
 - ✓ Coffret de raccordement sur toit de cabine ;
 - ✓ Installation d'une prise de courant sur toit de cabine, en cuvette et local de poulies si existant, 230V – 10A ;
 - ✓ Installation d'un dispositif d'arrêt sur le toit de cabine, en cuvette et local de poulies si existant ;
 - ✓ Dispositif de télécommande de l'éclairage de gaine actionnable depuis n'importe quel niveau, depuis la cuvette et depuis le local de machinerie ;
 - ✓ Cordon souple ;
 - ✓ Installation des éléments de sélection en gaine, des organes de ralentissement et de fin de course ;
 - ✓ Dispositif d'inspection sur toit de cabine ;
 - ✓ Dispositif de contrôle de la charge en cabine avec « non-stop » à 80% de la charge utile évitant les arrêts inutiles sur appels paliers mais ceux-ci restent enregistrés. Ce pèse-charge présente une précision de +/- 5% ;
- Le panneau de maintenance situé sur le palier bas sera parfaitement intégré à la porte palière ;
- Le système de contrôle assure un confort indépendant de la charge et du sens de déplacement et garantit les critères suivants :
 - ✓ Précision d'arrêt : 5 mm ;
 - ✓ Précision d'isonivelage automatique : 5 mm ;
 - ✓ Accélération type : 1,00 m/sec² et ajustable dans une plage de 0,8 à 1,2 ;
 - ✓ Variation de l'accélération type : 2,00m/sec³ et ajustable dans une plage de 0,8 à 1,2 ;
 - ✓ Rapport Id/In < 1,4
- Tous les composants de gestion de puissance, de la manœuvre, de la variation de fréquence, de la machine de traction, etc. sont certifiés aux réglementations relatives à la CEM (émission et réception) et de dernière génération.
- L'outil de dépannage et de programmation nécessaire aux paramétrages fonctionnels des cartes de manœuvre de l'installation doit être fourni et sans restriction de durée par le fabricant ou l'installateur.
- Toutes les parties de l'installation doivent être accessibles au prestataire d'entretien pour l'exécution de sa mission. En conséquence, le ou les éventuels codes d'accès à tout ou partie de l'installation ou toute autre forme de déverrouillage, nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service est interdit.

Entraînement :

- Machine type "gearless" fonctionnant en triphasé 400V – 50Hz adaptée au fonctionnement de régulation électronique à variation de fréquence ;
- Machine à adhérence avec moteur compact ne nécessitant aucune lubrification ;

- Le nombre de démarrage/heure est adapté aux flux normalement prévisibles compte tenu de l'utilisation du bâtiment ;
- Machine synchrone à aimants permanents incrustés dans la masse spécialement conçue pour être commandé par un système à variation de fréquence ;
- Le moteur est surdimensionné afin de pouvoir entraîner, en sens montée, une cabine chargée à 125% de sa charge nominale ;
- Il fournit un couple de démarrage important avec une intensité basse et fonctionne sans échauffement ;
- L'échauffement maximum du moteur après 12 heures de fonctionnement à pleine charge sera de 35°C ;
- Le moteur électrique et les équipements de contrôle devront présenter :
 - ✓ Un Cos phi minimum de 0,9
 - ✓ Un taux de distorsion harmonique THDI de 10% maxi
- Le châssis de la machine est équipé d'un dispositif anti-vibratile conçu pour assurer 120 démarrages / heure pour supprimer toute vibration transmise à la structure porteuse et tous bruits acoustiques ;
- La machine est équipée d'un frein double effet à sécurité positive permettant :
 - ✓ De détecter tout mouvement incontrôlé ;
 - ✓ De détecter une survitesse en sens montée ;
 - ✓ De maintenir à l'arrêt, la position de la cabine et du contrepoids et interdire la dérive incontrôlée en cas de déséquilibre ;
 - ✓ D'arrêter, en sens descente, une cabine chargée à 125% de la charge nominale en cas de coupure de l'alimentation électrique ;
 - ✓ D'être débloqué manuellement pour la remise à niveau ;
- Tous les points rentrants sont protégés ;
- La poulie de traction est montée directement sur l'arbre moteur.
- Traction par câbles en acier ou par courroies en polyuréthane flexibles, les câbles gainés sont proscrits.
- Les attaches de câbles sont équipées de dispositifs de détection de mou de câbles et de régulation de tension.

Guidage :

- Guides de type T, assemblés par tenon et mortaise avec éclisses boulonnées à l'arrière ;
- Fixation à la gaine par pattes métalliques réglables. Le Titulaire prévoit toutes les adaptations nécessaires à la fixation de ses éléments ;
- Le fonctionnement du parachute ne doit provoquer aucune déformation permanente sur les guides ;
- Les fixations doivent être de type boulonné, aucune soudure n'est acceptée ;

Cabine

- Principe de construction :
 - ✓ La cabine est construite sur une base en tôle d'acier avec ossature de renforcement ;
 - ✓ La rigidité de l'ensemble étrier-cabine est suffisante pour supporter, sans vibration, les efforts dus au fonctionnement normal, à la prise parachute et à l'arrêt de la cabine sur amortisseurs en fond de cuvette ;
 - ✓ Le toit de cabine est équipé de balustrades réglementaires.
- Étrier :
 - ✓ L'étrier est constitué d'un assemblage de profilés métalliques boulonnés ou rivetés ;
 - ✓ Les traverses inférieures et supérieures sont équipées d'un système de coulisement de type rollers.
- Parachute :
 - ✓ Le dispositif de parachute est fixé sur la traverse de l'étrier ;
 - ✓ Il est déclenché par un limiteur de vitesse, asservi au mouvement de la cabine et provoque également l'arrêt du moteur de traction et la retombée du frein de la machine.

- ✓ La vitesse de déplacement est contrôlée par un câble en acier en boucle fermée, entre régulateur et poulie tendeuse et fixé en un point fixe de la cabine.
- Finition cabine :
 - ✓ Parois stratifiées ou similaire au choix du Maître d'Ouvrage dans la gamme du fabricant ;
 - ✓ Miroir mi-hauteur en fond de cabine ;
 - ✓ Main courante côté panneau de commande conforme à la norme EN 81-70, au choix dans la gamme du constructeur ;
 - ✓ Sol souple type PVC à usage intensif, au choix dans la gamme du constructeur ;
 - ✓ Plafond au choix dans la gamme du constructeur ;
 - ✓ Plinthe inox ;
- Porte cabine :
 - ✓ Porte automatique ouverture latérale à 2 vantaux ;
 - ✓ 2 faces de service ;
 - ✓ Passage libre : **900 mm x 2000 mm** ;
 - ✓ Opérateur de porte :
 - A variation de fréquence adapté à un trafic de 180 cycles / heure ;
 - Commande à variation de fréquence pilotée avec asservissement en boucle fermée ;
 - La transmission du mouvement est réalisée par courroies crantées avec limiteur de couple ;
 - Le temps d'ouverture et de fermeture de porte sont paramétrables ;
 - ✓ Colonnes et vantaux de porte en finition inox brossé ou similaire ;
 - ✓ Le guidage des vantaux est assuré par des chariots indépendants équipés de galets et contre-galets (avec roulement à billes étanches) se déplaçant sur un rail en partie haute et par 2 patins sur chaque vantail guidant la porte dans la rainure du seuil ;
 - ✓ Rideau de cellule de détection fixé sur le seuil de porte cabine et non-accessible aux usagers disposés sur toute la hauteur de la porte. Cette protection interdit la fermeture ou provoque la réouverture sur présence d'obstacle ;
 - ✓ Fermeture forcée des portes avec signal sonore en cas de blocage intempestif et prolongé ;
 - ✓ Garde pieds réglementaires ;
 - ✓ Seuil en aluminium ;
 - ✓ Le niveau de performance acoustique attendu est le suivant :
 - En fonctionnement : 50 dB ;
 - En verrouillage et déverrouillage : 55 dB ;
 - En réouverture sur obstacle : 55 dB.
- Panneau de commande cf EN 81-71 type 1 ;
 - ✓ Le panneau de commande est intégré dans une colonne en inox gravé ou similaire ;
 - ✓ La charge nominale, la capacité en nombre de personne ainsi que le numéro d'identification de l'appareil figurent en partie haute du panneau de commande ;
 - ✓ Le bouton d'alarme doit être de couleur jaune et identifié par un symbole réglementaire ;
 - ✓ L'enregistrement des envois cabine doit être confirmé par un signal sonore et lumineux ;
 - ✓ Les boutons sont de type micro-course ;
 - ✓ Le panneau de commande est équipé :
 - Des boutons d'envoi avec inscription numérique en relief ;
 - D'un bouton d'alarme permettant de connecter le dispositif de demande de secours ;
 - D'un bouton de réouverture de porte ;
 - D'un indicateur de position et de direction ;
 - D'un contact à clés pour le service indépendant ;
 - 1 afficheur permettant de donner les informations suivantes :
 - L'affichage du sens de déplacement de la cabine par flèches ;
 - L'affichage du niveau actuel ;
 - Pictogrammes conforme à la norme EN 81-70.
- Synthèse vocale
 - ✓ Avec boucle inductive. ;
 - ✓ Cette synthèse vocale est indépendante et peut être facilement paramétrable sans surcoût afin de personnaliser les messages, si nécessaire ;
 - ✓ Le niveau sonore est réglable de 30 à 65 dB.

- Éclairage cabine de type LED dans des supports résistant assurant un niveau d'éclairement de 100 lux uniformément distribué.

Équipements aux paliers :

- Tous les équipements paliers sont cf EN 81-71 type 1 ;
- Indicateur de position et de direction à tous les niveaux avec signal sonore en applique finition inox brossé ;
- 1 colonne de boutons d'appel de caractéristiques suivantes :
 - ✓ Boutons type micro-course ;
 - ✓ L'enregistrement de l'appel palier doit être confirmé par un signal lumineux de type LED et sonore ;

Portes palières

- Portes automatiques ouverture latérale à 2 vantaux ;
- Portes de type toute façade ;
- Passage libre identique aux portes de cabine soit **900 mm x 2000 mm** ;
- Porte de type Pare-Flammes en conformité avec le site avec calfeutrement à la charge du Titulaire du présent lot ;
- Montage en feuillure sur palier ;
- Le guidage des vantaux est assuré par des chariots indépendants équipés de galets et contre-galets (avec roulement à billes étanches) se déplaçant sur un rail en partie haute et par 2 patins sur chaque vantail guidant la porte dans la rainure du seuil ;
- Finition inox brossé ou similaire ;
- Seuil en aluminium.

Dispositifs d'alarme et de télésurveillance

Le dispositif de télésurveillance comprend un dispositif de demande de secours conforme à la norme EN 81-28 et EN 81-70 et satisfait aux exigences du décret 2004-964 du 9 septembre 2004.

- Le dispositif est équipé d'une liaison « triphonie » bi-directionnelle utilisable depuis la cabine contre l'incarcération d'usager, le toit de cabine et le fond de cuvette contre l'incarcération d'un technicien ;
- Le dispositif permet la liaison interphonie reliée au standard téléphonique interne au Lycée.
- Le matériel sera compatible avec le système de gestion du client.

Dispositifs particuliers

- **Fourniture et pose d'un contrôle d'accès par badge à tous les paliers desservis par l'ascenseur permettant une utilisation restreinte de l'équipement ;**

- Éclairage de gaine de type ruban led ;
 - Échelle d'accès au fond de cuvette distante de la paroi de 200 mm minimum;
 - Fourniture et pose du tableau d'arrivée de courant conforme avec outil de consignation ;
 - Retour automatique au niveau le plus proche sur batterie de secours en cas de défaut d'alimentation.
- Le dispositif est rechargeable et secouru électriquement. Un système de contrôle automatique de défaut de batterie est prévu.

Travaux annexes

- La fermeture des réservations en plancher de machinerie ;
- Toutes les dispositions pour la fixation des attaches de guides dans les murs existants ;
- La remise en état du sol au niveau des paliers. Le Titulaire présentera les échantillons au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage pour validation ;
- La remise en état des façades palières identiques aux finitions existantes (mur et peinture) si nécessaire.

3.7 Mise en Service - certificat de conformité et marquage CE

A l'issue de l'installation du nouvel équipement, le titulaire prévoira dans son offre de prix la réalisation des essais complets selon la directive **2014/33/UE** par un organisme de contrôle agréé.

Ce contrôle final délivré par l'organisme ayant effectué la visite garantira une parfaite conformité et une sécurité maximale de l'appareil préalablement à sa mise en service (marquage et agrément CE).

L'inspection finale est une obligation réglementaire à réaliser dans le cadre du marquage CE d'un ascenseur neuf.

Cette prestation doit-être réalisée entre l'installation et la mise en service de l'appareil.

3.8 Dossier des Ouvrages Exécutés

L'entrepreneur est chargé d'élaborer et de fournir les documents nécessaires au Dossier des Ouvrages Exécutés.

Ce dossier comprend :

- le nom et l'adresse du constructeur/installateur de l'ascenseur ;
- les détails du lieu où l'ascenseur peut être examiné ;
- une description générale de l'ascenseur (caractéristiques, charge, vitesse, course, nombre d'arrêts, etc.) ;
- les dessins et/ou schémas de conception et de fabrication (mécaniques/électriques/hydrauliques) ;

NOTE Les dessins ou schémas pour comprendre la conception et le fonctionnement.

- une copie des certificats d'examen de type des composants de sécurité utilisés sur l'ascenseur. Voir aussi l'EN 81-50 ;
- les certificats et/ou rapports, le cas échéant, concernant :
 - ✓ les câbles ou les chaînes ;
 - ✓ les panneaux de verre ;
 - ✓ l'essai de choc (portes) ;
 - ✓ l'essai au feu (portes) ;
- les résultats des essais ou des calculs effectués ou sous-traités par le constructeur, par exemple : calculs relatifs à l'adhérence, aux guides et aux systèmes hydrauliques ;
- tout document que le Maître d'Œuvre juge utile.
- un exemplaire du manuel d'instructions de l'ascenseur contenant ;
 - ✓ les plans et schémas en PDF et en DWG ;
 - ✓ les notices d'instructions pour :
 - réaliser la maintenance, les dépannages et les manœuvres de secours ;
 - l'utilisation de l'outil spécifique pour accéder aux menus fonctionnels des cartes de manœuvre ;

NOTES:

Afin de répondre aux exigences du décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs, les dispositions de remise en service, les notices d'utilisation des outils, la documentation technique doivent être suffisamment explicites pour permettre au prestataire d'entretien de modifier les paramètres de fonctionnement pour les besoins de l'entretien, du dépannage et de la remise en service sans diminuer le niveau de sécurité prévalant avant son intervention. Elles devront également contenir toutes les informations nécessaires pour permettre au prestataire d'entretien d'assurer la formation appropriée de son personnel ;

Les instructions d'utilisation doivent contenir:

- ⌚ plans et schémas pour l'exécution des opérations d'utilisation normale, de maintenance, de réparation, de contrôles périodiques et de secours.
- ⌚ les instructions d'utilisation de l'ascenseur ;
- ⌚ les instructions de maintenance (voir l'EN 13015) ;
- ⌚ les procédures d'urgence ;
- ⌚ les prescriptions des constructeurs concernant les inspections périodiques ;

Un exemplaire de ce dossier est remis au préalable au bureau de Contrôle pour visa.

3.9 Période de Garantie et Contrat d'Entretien

Le Titulaire du présent contrat assure l'entretien du nouvel appareil (ascenseur) à la mise à disposition des installations et pendant toute la durée de la garantie de parfait achèvement..

La durée initiale de 1 an de la garantie de parfait achèvement prend effet à la date de **réception sans réserve** pour l'appareil.

Pendant cette période de garantie, le titulaire respectera les clauses principales suivantes :

- délai d'intervention : 2 heures
- horaires de dépannage : 24/24 heures
- délai de remise en service (sans changement de pièces) : 2 heures
- délai de remise en service (si changement de pièces) : 24 heures
- durée : 1 an à compter de la réception sans réserve
- périodicité des visites : 6 semaines maximum
- désincarcération : 24/24 heures, 7/7 jours
- périodicité entre deux visites : 6 semaines maximum

A l'issue de cette période, l'entretien des appareils sera confié au titulaire du marché de maintenance des ascenseurs du Lycée Émile Letournel.
